

## PASSE SANITAIRE

# LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE LA GUERRE AUX SALARIÉ·ES EXIGEONS LA LEVÉE DES BREVETS

**Se faire vacciner est un acte de solidarité nécessaire pour endiguer l'épidémie. Mais le passe sanitaire est une nouvelle déclinaison de l'autoritarisme du gouvernement et de la guerre sociale engagée contre les salarié·es. Si le gouvernement veut lutter efficacement contre l'épidémie, qu'il appuie la levée des brevets pour permettre d'étendre la couverture vaccinale aux pays qui en sont privés faute de moyens financiers.**

Le passe sanitaire a été validé par le Conseil constitutionnel jeudi 5 août et est entré en vigueur lundi 9 août. Il s'impose dans les cafés, les restaurants, les lieux culturels, les voyages de longue distance et aux employé·es des lieux recevant du public. **Cette procédure est un nouveau dispositif dans l'appareil répressif de l'État.** Il s'ajoute aux textes liberticides, des lois Loppesi à celle sur la sécurité globale, en passant par les différentes versions des mesures concernant l'état d'urgence.

Pourtant, les différents confinements avaient recueilli l'adhésion de la population, convaincue que seul un effort collectif pouvait faire reculer l'épidémie. N'aurait-il pas été possible de compter une fois encore sur la responsabilité et la solidarité des Françaises et des Français pour étendre la couverture vaccinale et lutter efficacement contre le Covid-19 ? **Jusqu'à présent, la politique sanitaire du gouvernement s'est caractérisée par la désinformation, les contre-informations et les bévues à répétition.** S'il avait voulu éviter de renouveler les mêmes erreurs, il aurait fallu informer, multiplier les lieux de vaccination et attribuer des jours de congé pour permettre aux salarié·es d'en bénéficier !

En réalité, le président de la République a encore choisi la voie qui le caractérise. **De manière paternaliste et autoritaire, Emmanuel Macron préfère faire reposer la responsabilité de sa gestion calamiteuse de l'épidémie sur la frange la plus précaire de la population.** En imposant des pouvoirs de police, dont ils ne veulent pas, aux personnels des lieux visés par le passe, en attribuant de nouveaux droits exorbitants aux employeurs, en leur donnant un droit de contrôle sur l'état de santé de leur personnel, en leur permettant de suspendre le contrat de travail de leurs salarié·es qui n'auront ni revenu, ni allocation chômage pour survivre, ce passe sanitaire est surtout et avant tout une attaque du capital contre le travail.

Chaque mesure liberticide ou antisociale de cette dernière décennie s'est justifiée par l'urgence de la situation. Le passe sanitaire est censé endiguer le variant delta. **Mais si le gouvernement souhaite vraiment lutter contre l'épidémie, alors qu'il appuie la revendication essentielle de la levée des brevets, d'une mutualisation internationale de la production et de la vaccination des pays du Tiers Monde !** Sans une couverture mondiale de la vaccination, de nouveaux variants continueront d'apparaître et les vagues se succéderont sans répit. Ce ne sont pas les Françaises et les Français qui sont responsables des nouvelles vagues de l'épidémie, c'est le système capitaliste et les États complices qui privent la majorité du monde du seul outil actuel capable d'endiguer l'épidémie.

Des mobilisations rassemblent depuis un mois un nombre de plus en plus important de manifestantes et de manifestants. Elles expriment une contestation sociale dans la continuité des manifestations contre les lois Travail et du mouvement des gilets jaunes. **Nous ne pouvons que soutenir les différentes initiatives qui convergent vers une dénonciation de l'autoritarisme du gouvernement, des réformes antisociales en cours et à venir, et qui permettent de mobiliser pour un projet de transformation sociale. Mais il nous faut résolument dénoncer les lamentables tentatives de récupérations de l'extrême droite** qui, comme à son habitude, associe les pires tendances conspirationnistes aux vieux relents xénophobes pour aboutir à un confusionnisme politique qui reste l'ennemi principal du mouvement social.